

## / CAFÉ DÉBAT DU GRAND DÉBAT NATIONAL /

Comme promis la Mairie de Plourin a organisé une réunion sous forme de café débat le samedi 9 mars pour débattre des sujets proposés par le gouvernement. Voici les principales conclusions qui seront transmises à l'issue de ce débat.

### **DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ :**

il en ressort que c'est le Maire qui est la personne à qui vous faites le plus confiance pour vous représenter dans la société. Que le non cumul systématique n'est pas obligatoirement une bonne chose car il fait se priver de compétences de terrain des élus locaux. Une dose de proportionnelle dans certains scrutins permettrait de mieux représenter les différentes sensibilités politiques. Le nombre de parlementaires pourrait être réduit mais en gardant une représentativité équilibrée des populations et des territoires. Le vote blanc devrait être mieux pris en compte mais le recours au référendum facilité mais attention aux effets pervers et à la non décision que cela peut entraîner. Le conseil environnemental, économique et social pourrait être supprimé car devenu inutile. Ainsi que plein comités dont on se pose la question de la pertinence ! Apprendre dès le plus jeune âge et à l'école en particulier les principes de la laïcité et savoir faire le distinguo entre laïcité et religion. Ça passe par l'instruction civique renforcée et continue avec les valeurs de la République résumé à la devise liberté égalité fraternité. Les comportements civiques devraient être transmis par ces valeurs de la laïcité, du savoir vivre ensemble, du respect des personnes et des biens, et que si on a des droits on a aussi des devoirs. Ne pas tout attendre des autres et du collectif ! Les incivilités, tels la destruction de biens publics, les troubles de voisinage, les comportements sans gêne sont une gêne à la vie des citoyens. Contre l'immigration peu présente dans notre région, il est cependant noté la nécessité de lutter contre l'immigration clandestine et en luttant prioritairement contre les passeurs. Limiter aussi les regroupements familiaux et imposer à ceux qui viennent en France d'apprendre notre langue et adoptent nos modes de vie pour éviter de créer des communautés étrangères dans les villes.

### **LA FISCALITÉ ET LES DÉPENSES PUBLIQUES :**

Beaucoup de gens ont une méconnaissance de l'utilisation de l'argent public. Une meilleure information est nécessaire et chaque administration devrait pouvoir présenter ses comptes. Pour une fiscalité plus juste, et concernant l'impôt sur le revenu il faudrait que chaque citoyen paie quelque chose même de façon symbolique et chaque euro perçu par les aides ou par son travail devrait avoir la même valeur. Les effets de seuil devraient aussi être gommés et de nouvelles tranches pour les hauts revenus créés sans qu'elles soient confiscatoires. Avant de vouloir réduire les impôts et vu le niveau d'endettement du Pays, il faudra trouver des sous pour compenser la perte du produit de la taxe d'habitation qui est une erreur décidée en début de mandat. La taxe d'habitation finance beaucoup le service public apporté par les communes par les habitants tandis que les autres impôts directs sont payés par les propriétaires de biens immobiliers sans distinction et par les propriétaires de terrains pour des outils de travail des agriculteurs ! Le niveau de strates où il y a le plus d'économie à faire est celui de l'État en réduisant fortement les administrations centrales, en revoyant les niches fiscales, en luttant encore plus efficacement contre la fraude fiscale, l'optimisation fiscale, l'exil fiscal. En supprimant plusieurs comités ou commissions qui sont pas très utiles. D'autres possibilités de mutualisations devraient être développées et notamment mise en place d'une défense européenne. Au niveau de la protection sociale, un contrôle plus important des bénéficiaires de certaines allocations et notamment des retraités retournés dans leur pays d'origine qui continuent de percevoir des retraites sans que la France soit assurée de leur existence encore réelle. Le risque de la vieillesse et de la fin de vie devraient être créés notamment pour faire face aux coûts d'accueil dans des établissements tels les EPAD. D'autres pistes de réduction de dépenses publiques ont été évoquées : suppression des privilèges de certaines fonctions, suppression de certaines niches fiscales, réduire le train de vie de l'État, et simplifier son organisation.

### **TRANSITION ÉCOLOGIQUE :**

Le dérèglement climatique semble une préoccupation majeure. Pour lutter contre, il est mis l'accent sur l'artificialisation des sols, les concentrations urbaines qui génèrent pics de pollution, embouteillages, etc métropolisation excessive et credo absolu des politiques et élus des grandes villes ! Pour lutter contre cela, souhait d'inciter au covoiturage, à l'utilisation des transports en commun, les modes de déplacements actifs, marche ou vélo... Favoriser le tri des déchets à la source et recycler. Consommer local et favoriser la production locale d'énergies. Éviter de prendre la voiture pour pas grand chose et acheter local dans des commerces de proximité. Pour faire changer de comportements, il faut une sensibilisation aux effets bénéfiques pour la santé de marcher par exemple, de faire des économies pour se chauffer. Cela passe par une prise de conscience et un changement de comportement. Pour changer les comportements, sur la mobilité il faudrait que les prix des véhicules électriques baissent fortement pour être compétitifs. Que les incitations pour changer de mode de chauffage ou pour des travaux d'isolation ou de régulation soient plus fortes et modulées selon les revenus. Faciliter aussi à l'ingénierie pour ce type de travaux. Les taxes sur les hydrocarbures devraient aller prioritairement au financement des aides pour la transition écologique. La France devrait aussi favoriser l'innovation et créer une filière industrielle du photovoltaïque, des batteries, des hydroliennes, du solaire thermique, de l'hydrogène etc.

### **L'ORGANISATION DE L'ÉTAT :**

L'administration centrale de l'état semble trop importantes et c'est celle qui coûte la plus chère. Administrations trop cloisonnées, sous préfetures souvent inutiles, trop nombreux satellites de l'état etc... La commune est pour 100% des participants le niveau de collectivité auquel on est le plus attaché. L'état devrait transférer aux départements l'ensemble des compétences liées au social pour plus de lisibilité. On estime que l'accès aux services publics reste assez aisé vu qu'on vit dans un territoire relativement dense. Internet a simplifié nombre de démarches mais l'ergonomie reste perfectible et se pose le problème des exclus du numérique. Les communes pourraient être une porte d'entrée pour l'inclusion de ces personnes.

**Antoine COROLLEUR**